cefoc
CENTRE DE FORMATION CARDIJN
ASBL

BELGIQUE-BELGIE
P.P.
6730-TINTIGNY
11/655

TRIMESTRIEL
MARS 2009 N°1

Il était une foi *dans l'Ouest*

Bureau de dépôt : 6730 TINTIGNY - P501399
Ed. Responsable:Thierry TILQUIN, rue Saint-Nicolas, 84 - 5000 NAMUR

Editeur responsable
Thierry Tilquin
rue Saint-Nicolas, 84
5000 Namur

Equipe de rédaction du numéro
Laurence Flachon
Désiré Grévisse
Jacques Lambotte
Marina Mirkes
Philippe Pierson
Bénédicte Quinet

Dessins, illustrations, photos, mise en page
Anne Legrain
Bénédicte Quinet

Abonnements
Le Cefoc-infos paraît quatre fois par an, en mars, juin, septembre, décembre.
Prix : 12 euros
Prix de soutien : 30 euros
Compte : 001-0827480-49

Adresse, téléphone, fax et courrier
rue Saint-Nicolas, 84
5000 Namur
Tél. et fax : 081/23.15.22
info@cefoc.be
www.cefoc.be

Association d'éducation permanente
reconnue
par la Communauté française

Sommaire

PARTENAIRES

3 La nécessité des contacts internationaux

DOSSIER

6 La place du religieux et du spirituel
8 Quels défis et opportunités pour le religieux ?
10 Chemins de spiritualités
12 Un week-end, 1000 chemins, des lectures

ECHOS

13 Le temps, une question de temps !
14 Quoi d'neuf en 2008 au Cefoc
15 Economie, écologie : la vie ne sera pas simple !

Voir, juger, PARLER, agir !

Peut-être que du temps du Cardinal Cardijn, « parler » faisait naturellement partie du « voir, juger, agir ». Parce que c'était nécessairement en groupe que ces trois étapes se pratiquaient. Parce qu'on estimait sans doute moins légitime de « voir » tout seul dans son coin, de « juger » et « d'agir » pour son propre bien-être individuel à soi tout seul ! C'était moins dans l'air du temps ! On n'aurait pas pensé imaginable de manquer l'activité du groupe, « pour se respecter soi-même » !

Comme entraîneur de jeunes au volley, je me demande comment faire pour proposer une activité de groupe de qualité : où chacun s'engage à faire un maximum pour le projet. Et pas rien que pour son propre bonheur et bien-être individuels !

Entre les multiples activités et sollicitations ou les vies chahutées entre deux familles recomposées de mes 6-8 ans, entre les guindailles, les fêtes d'anniversaires, les petits copains ou les baisses de moral de mes 15-17 ans, tout semble être une bonne raison de se préoccuper plus de soi que du projet du groupe, de l'équipe, du club. Les parents contribuent naturellement à veiller au bien-être de leur progéniture. Ils en oublient parfois d'avertir suffisamment tôt le responsable du groupe que leur chérubin ou ado ne sera pas de la partie... une fois, deux fois, trois fois ! Et ils s'offusquent qu'à l'activité suivante on n'ait pas vraiment compté sur ce même chérubin, parfois là, parfois pas là ! Pas le temps de s'en parler. Pas de lieu prévu pour ça. Chacun passe d'une activité ou d'une préoccupation à une autre ! Coup de zapette !

Au Luxembourg ou en Europe, les mêmes difficultés se posent concernant l'engagement des jeunes, des gens, dans l'Eglise ou ailleurs. En effet, au week-end de décembre, l'intervenante faisait l'analyse de la désinstutionnalisation de la société : comment mobiliser autour de grands projets de société et les faire avancer si les individus sont surtout préoccupés de leur bien-être individuel ?
Et si on commençait par essayer de mobiliser autour de petits projets... de groupe ?
« Prendre le temps de penser » ai-je entendu au Cefoc. Penser... parler...
Comment vous faites, vous, entre votre bien-être et celui de vos engagements ? Au coeur du tourbillon temps !

Bonne lecture !

Bénédicte QUINET

La nécessité des contacts internationaux

Bénédicte QUINET

Pour le Centre de Pastorale en monde du travail du Luxembourg (CPMT), partenaire du Cefoc et du Séminaire Cardinal Cardijn auparavant, c'est une nécessité d'être toujours à l'affût de ce qui se fait ailleurs. Et dans son réseau transfrontalier, l'ailleurs prend tout de suite une dimension internationale ! Grâce à ses collaborations multiples avec les Belges du Cefoc, le CPMT nourrit autant sa méthodologie que sa « pensée sociale ». Deux apports tout à fait précieux pour leur travail de terrain et de formation.

Impossible de bien comprendre notre partenaire luxembourgeois sans faire le détour par sa réalité socioculturelle. Le Grand duché du Luxembourg présente à la fois le taux d'étrangers le plus élevé de l'Union européenne, et le plus grand nombre de travailleurs frontaliers venant essentiellement de Belgique, de France, d'Allemagne. « L'internationalité » s'y vit au quotidien, dans l'interaction de plus de 160 nationalités : « *La moitié du monde dans un rayon de quelques centaines de mètres »,* explique une brochure de présentation du Luxembourg multiculturel, au sujet de Bonnevoie, un quartier de Luxembourg-ville.

Rosetta Paganotti, Franck Dimmer et Jos Freylinger, trois permanents du CPMT.

En outre, en tant que service d'Eglise, le CPMT doit notamment gérer différentes approches théologiques, particulièrement aujourd'hui celles venues d'Allemagne, car l'Eglise luxembourgeoise embauche de plus en plus d'Allemands. Grâce à la collaboration avec le Cefoc, une approche plus sociale et une méthodologie participative permettent de creuser les questions de société que pose le travail de terrain du CPMT. Ainsi, les formations proposées par le CPMT sont marquées par la méthode du « voir, juger, agir » et les réflexions ou pratiques théologiques, par la « théologie de la libération », par une pensée sociale, sans visée d'évangélisation.

RTPH et Nik, ou « l'action sociale »

Le CPMT a été à l'initiative de quantité de projets qui sont parfois devenus indépendants ensuite, comme ATTAC ou Justice et paix. Il a aussi contribué à fonder, il y a une quinzaine d'années, le Réseau pour le travail et la promotion humaine (RTPH). Et ce, pour mieux s'impliquer sur le terrain du « monde du travail », avec au départ essentiellement des énergies bénévoles. Aujourd'hui, trois emplois sont rémunérés par l'Eglise et cinq par l'Etat. Ses services proposent une formation et une aide approfondie pour toutes les questions liées à la recherche d'un emploi, au travail et au chômage. Bien plus qu'une simple « agence pour l'emploi », le RTPH entend articuler son travail d'accompagnement individualisé pour la recherche d'emploi à la « promotion humaine », aux évolutions et problèmes en monde du travail, au souci humain et pastoral des exclus du travail, à l'engagement pour un monde du travail plus juste et plus humain.

Quant au projet Nik (Network information knowledge), il est né du constat de la complexité des problématiques vécues par les personnes ayant recours au RTPH. « *Par exemple, quand un chômeur vient avec un problème de drogue, nous ne sommes pas compétents pour l'encadrer à ce niveau »* explique Jos Freylinger, le coordinateur du CPMT. La création de cette plate-forme a permis de développer un réseau d'instances, d'associations ou d'institutions diverses, permettant une coopération renforcée au service des personnes en recherche d'aide sociale. Une coopération entre acteurs sociaux qui vise à établir des liens bénéfiques pour la personne et à améliorer l'échange d'informations, dans le respect le plus grand des principes régissant la protection des données personnelles.

Pour rester à l'avant-garde !

Rosetta Paganotti travaille au CPMT depuis 25 ans. Elle a fait partie du Séminaire Cardinal Cardijn et de cette Equipe centrale qui a cru, en 1990, que tout n'était pas perdu lors de la fermeture du Séminaire par les évêques, qu'il était encore possible de sauvegarder la formation des laïcs. Elle a donc contribué à la naissance du Cefoc et est toujours convaincue de l'enrichissement que leur apporte notre collaboration « *à l'avant-garde en terme de méthode et de pensée sociale »*, s'enthousiasme-t-elle.

Ainsi, en duo de formatrices avec Andrée Biltgen, elle anime un groupe « à dossiers » d'une quinzaine de personnes. Cette année, pour le troisième dossier, la formule a été conçue différemment afin de permettre à plus de monde d'en profiter. Ainsi, un samedi par mois, quatre sujets proposés par le troisième dossier du Cefoc constituent le programme d'une journée, entre travail en carrefours et apports théoriques.

Par ailleurs, quatre ou cinq samedis après-midi par an, un groupe de soixante puis trente personnes a l'occasion de vivre la méthode du « voir-juger-agir » dans le cadre d'une formation biblique. Et un autre groupe de « recherche de sens », sur le thème du travail, animé par Suzette Schannel et Franck Dimmer, a été créé avec des personnes recourant au RTPH pour retrouver un emploi.

Deux soirées par an, pour une bonne centaine de personnes, le CPMT organise des conférences pour lesquelles il est aussi amené à collaborer avec le Cefoc. En outre, des collaborations d'un autre ordre se développent pour une contribution au sein de l'une ou l'autre institution, comme le Groupe Européen de Pastorale Ouvrière (GEPO). Ce groupe permet notamment de découvrir ce qui se fait, ailleurs en Europe dans le secteur du « monde du travail » et contribue à des actions à l'échelle européenne. Autre exemple, Franck Dimmer, jeune agriculteur et maire de son village, théologien et travailleur à temps plein du CPMT, a été élu en juin dernier à l'Équipe centrale : cette instance de décision du Cefoc, composée d'animateurs bénévoles et de membres des groupes du Cefoc. La collaboration se resserre à nouveau grâce à cette présence plus institutionnelle.

A travers les frontières

Au CPMT, on traverse les frontières comme on respire. Du Luxembourg à la Belgique, rien de plus naturel. Mais l'international ne s'arrête évidemment pas là. Quand on y a goûté, on ne s'en passe plus. A l'époque, Rosetta est partie au Brésil avec Ernest Michel, fondateur du Séminaire Cardijn. Depuis, le CPMT a continué à collaborer avec le CEDAC brésilien à Rio de Janeiro, notamment pour soutenir des formations pour syndicalistes dans la sidérurgie ou des « clubs de mères » développant un travail d'alphabétisation et d'artisanat.

Le CPMT s'implique également dans des collaborations et des actions en tous sens : campagne d'affiches sur « le dimanche libre » (contre l'ouverture des magasins le dimanche, cfr photos ci-dessous), conférences, table ronde, expo sur le « travail digne », réflexions sur l'Europe sociale, bourse pour l'emploi, festival des migrations, cours d'économie pour le syndicat, cours dans les écoles sur « comment écrire un CV, rencontrer un patron et quel métier pour quelle vie ? ». Avec l'Allemagne, l'Autriche, la Scandinavie, la Pologne, le Portugal, Malte, la Grande-Bretagne et j'en passe certainement !

Et vous, imagineriez-vous partir à cinq heures du matin pour assister à la messe pascale au Vatican, dîner là-bas et rentrer bien tard le soir ? Je repasserais bien la frontière en avril prochain pour que Franck me raconte ! Ce n'est pas si loin finalement le Luxembourg… pour se bronzer les idées !

Campagne d'affiches pour «le dimanche libre»

Le dimanche est un jour qui appartient aux familles, aux enfants, aux sportifs, aux promeneurs,... Pour qu'il en reste ainsi, il faudra dire NON à l'ouverture des magasins le dimanche ainsi qu'à l'extension de la semaine de travail sur sept jours. Le dimanche est le jour de repos qui nous appartient. La liberté de faire ses courses le dimanche entrave celle de tous ceux qui doivent être au service de la clientèle : caissières, magasiniers, commerçants,... Permettre à notre société d'avoir une journée de repos, c'est aussi nous donner la chance de nous retrouver en famille, de jouer au football ensemble, d'aller à un concert, de participer à l'office religieux, d'organiser des rencontres politiques, de dormir le matin.

Toutes les affiches peuvent être commandées au Katholikerot 44743-502 (Paul Estgen), katholikerot@cathol.lu ou sur le site www.sonndeg.lu Les affiches sont gratuites, seul devra être facturé l'envoi par la poste.

DOSSIER

Depuis des décennies, en Europe occidentale, le christianisme est en perte de vitesse. Cela ne signifie pas pour autant que la religion a disparu, ni que les besoins religieux et spirituels de l'humain se sont effacés. Le Week-end de formation de décembre 2008 s'est intéressé à cette question de la place et du rôle des religions dans la société occidentale. Le dossier qui suit en reprend les principales interventions.

D'abord, Laurence Flachon, à la fois pasteure de l'Église protestante de Bruxelles et diplômée d'études politiques, a soulevé et explicité la question de la place du religieux et de la spiritualité pour la personne humaine, ainsi que le rôle que peut jouer la référence au religieux dans la société actuelle.

Ensuite, une table ronde de cinq personnes racontant leur cheminement spirituel a fait voir l'interaction entre le sens et les engagements, entre la réflexion et l'action.

Enfin, un participant à la formation a accepté de partager les cogitations qu'ont suscitées, en lui, ces deux journées de formation.

« Il était une *foi* dans l'Ouest »

pp.6 et 7

La place du religieux et du spirituel

par Laurence Flachon

Laurence Flachon est pasteure de l'Eglise protestante de Bruxelles et diplômée d'études politiques de Lyon. Elle est intervenue au Cefoc lors du week-end de décembre pour interroger la place du religieux et du spirituel pour la personne humaine, et le rôle que joue la référence du religieux dans la société actuelle.

pp.8 et 9

Quels défis et opportunités pour le religieux ?

par Laurence Flachon

Laurence Flachon ne parle pas du « retour du religieux » car, pour elle, le religieux n'a jamais disparu. Aujourd'hui, l'ultramodernité nous offre l'opportunité de réfléchir à la recomposition du rôle social du religieux.

pp.10 et 11

Chemins de spiritualités

par Marina Mirkes

La table ronde du dimanche après-midi du week-end sur les thèmes des « Religions et Spiritualités » a donné la parole à Michel, Fernand, Rachida, Safia et Myriam. Cinq itinéraires de spiritualité qui donnent sens et alimentent les engagements.

p.12

Un week-end, 1000 chemins, des lectures

par Désiré Grévisse

Encouragé par le travail réalisé au week-end, Désiré Grévisse, participant habitué des formations Cefoc a replongé dans plusieurs livres évoquant des questions de spiritualité. Il en partage quelques morceaux avec nous.

DOSSIER

La place du religieux et du spirituel

Laurence FLACHON

Laurence Flachon est pasteure de l'Eglise protestante de Bruxelles et diplômée d'études politiques de Lyon. Elle est intervenue au Cefoc lors du week-end de décembre pour interroger la place du religieux et du spirituel pour la personne humaine, et le rôle que joue la référence du religieux dans la société actuelle[1].

Aujourd'hui, l'autonomie des pouvoirs spirituel et temporel est reconnue dans nos sociétés occidentales : les individus se sont émancipés de la tutelle des clercs et les sociétés se sont émancipées du pouvoir des Églises (c'est ce qu'on a appelé la « sécularisation »). La modernité s'est construite sur le modèle libéral d'une dissociation stricte des valeurs privées et des normes publiques. Les religions étaient perçues comme des forces rétives au changement dont il fallait exclure l'expression publique en vue de pacifier l'espace social. La raison était censée pouvoir – et devoir – se libérer de tout présupposé. Or aujourd'hui, dans quelle situation sommes-nous ?

Devoir se construire soi-même

Le sociologue Jean-Paul Willaime emploie le terme **d'ultramodernité** pour parler d'une modernité « désenchantée » qui a questionné et critiqué les différents modes de rationalité qui l'ont constituée : rationalités scientifiques, économiques, politique et philosophique. Ce désenchantement de la société a provoqué de nombreuses conséquences tant sur le plan social qu'individuel.

Les rapports entre Églises et État ont changé. Les Églises ont perdu le pouvoir, elles n'ont plus d'emprise à exercer. Quant à l'État, la fin des grandes idéologies le rend moins apte à proposer un substitut de religion. N'est-ce pas l'occasion d'élaborer un dialogue critique et constructif entre Églises et État, entre religion et politique ?

Au niveau de l'individu, cette ultramodernité se caractérise, par le changement et l'incertitude[2], par une très grande liberté et le fait de devoir se construire soi-même. Toutes les certitudes sont ébranlées, le sens n'est plus donné par une ou des institutions, l'individu doit faire des choix ! On parlera de désinstitutionnalisation.

Désinstitutionnalisation et individualisme

Dans son ouvrage *La religion pour mémoire*, Danièle Hervieu-Léger, sociologue française, soutient qu'actuellement le problème majeur des religions historiques n'est plus celui de la sécularisation mais celui de la désinstitutionnalisation.

L'avenir des institutions religieuses dépend de leur capacité à prendre en compte « cette *mobilité particulière du croire* »[3]. Comment réarticuler les dispositifs d'autorité dès lors que la tradition est considérée par les fidèles comme un « patrimoine éthico-culturel », un « réservoir de signes à la disposition des individus » ? Nous ne sommes plus dans la situation de l'effondrement du sens. Le lieu de **la vérité du croire s'est déplacé de l'institution vers les sujets croyant**. L'individu et son expérience priment sur l'institution. On assiste alors, écrit la sociologue, à un **rapport très subjectif aux contenus des croyances**, à la disjonction des croyances et des pratiques et à la « *crise de la notion d'obligation religieuse* »[4].

Comment mobiliser autour de projets de société ?

Cette crise de l'institution ne touche pas que les Églises mais tous les lieux d'engagement communautaires (syndicats, partis politiques, associations). Bien sûr, cela a des conséquences sur l'espace social et sur la capacité de porter ensemble des projets communautaires. Comment mobiliser autour de grands projets de société et les faire avancer si les individus sont surtout

La sécularisation (étymologiquement « rendre au siècle, au monde ») consiste à faire passer des biens d'Église dans le domaine public, ou encore, à soustraire à l'influence des institutions religieuses des fonctions ou des biens qui lui appartenaient.

[1] Pour faciliter la lecture, cet article a été légèrement modifié par Bénédicte Quinet. Vous trouverez la version complète de cette analyse sur le site du Cefoc (www.cefoc.be).

[2] J-P Willaime, *Europe et religions*, les enjeux du XXIe siècle, Fayard, Paris, 2004.

[3] D. Hervieu-Léger, *La religion pour mémoire*, Cerf, Paris, 1993.

[4] *Ibidem,* p. 247.

[5] *Ibidem.*

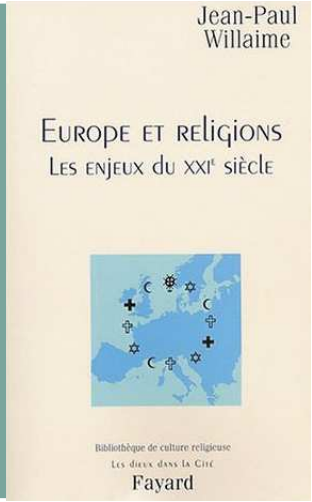
préoccupés de leur bien-être individuel et ont du mal à se percevoir comme rattachés au reste de la communauté ? Souvent, dès lors, le type de mobilisation est ponctuel et émotionnel : on s'enflamme pour une grande cause (un désastre humanitaire, une catastrophe humanitaire…) mais l'engagement a du mal à tenir dans la durée. Il n'est pas suffisamment ancré dans des valeurs réfléchies et expérimentées.

Comment mobiliser autour de grands projets de société et les faire avancer si les individus sont surtout préoccupés de leur bien-être individuel ?

Au niveau individuel, la désinstitutionnalisation aboutit au fait que l'individu n'est plus intégré automatiquement dans des réseaux (école, Église) qui lui imposerait des normes et lui prescrirait des rôles. Ainsi, une lourde responsabilité pèse sur les épaules de chacun. Dans un univers complexe et pluraliste, l'individu doit s'orienter seul et trouver une cohérence symbolique. Comme le dit J-P Willaime, « *l'identité religieuse individuelle est aujourd'hui beaucoup moins donnée qu'elle n'est à construire. Ce qui demande beaucoup de ressources psychologiques, intellectuelles et sociales et expose les individus à toutes les menées manipulatrices* »[5].

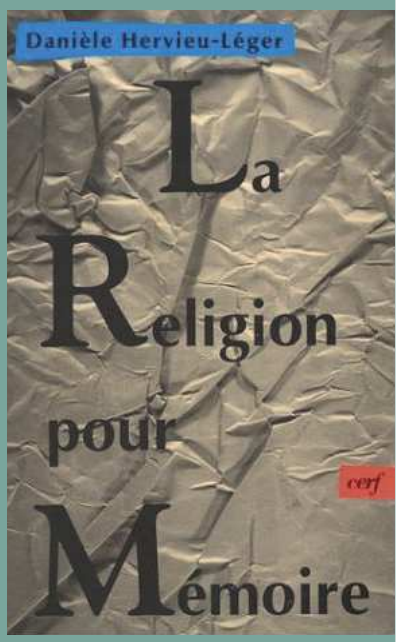
J-P Willaime : «Europe et religions, les enjeux du XXIe siècle»

(Fayard, Paris, 2004)



Le religieux n'est pas réductible à la menace que certaines de ses expressions minoritaires font peser sur les libertés fondamentales et sur la laïcité. Il est aussi un soutien actif de la mobilisation citoyenne dans des démocraties désenchantées. Si les dérives sectaires et quelques foulards ont pu réactiver les ferments antireligieux de la laïcité française, celle-ci doit apprendre à se repenser face à une Europe laïque sur les plans juridique, politique et sociologique. Se placer d'un point de vue européen, c'est découvrir qu'une réelle séparation du religieux et du politique n'est pas incompatible avec des formes diverses de reconnaissance du rôle des religions dans l'espace public.

Danièle Hervieu-Léger : « La religion pour mémoire »



Au milieu des années 70, la poussée des « nouveaux mouvements religieux », le retour en force de la religion sur la scène publique, la montée des « intégralismes » partout dans le monde provoquèrent une révision déchirante des théories classiques de la sécularisation. Après avoir mis l'accent sur la perte de la religion, on insistait sur la dissémination du religieux dans l'ensemble de l'espace social. Après n'avoir plus vu de religion nulle part, on découvrait du sacré partout...

Ce changement radical de perspective a placé durablement les sociologues en porte à faux : comment analyser en même temps l'effritement continu de l'emprise sociale des religions historiques et cette prolifération religieuse inattendue ? Les outils théoriques classiques se révèlent incapables de tenir compte à la fois de ces deux dimensions. Soit on définit la religion en fonction du contenu des croyances qui sont supposées la caractériser (par exemple, la croyance en une puissance surnaturelle), et on passe à côté d'un ensemble de phénomènes (des manifestations sportives de masse aux concerts de rock, ou aux « religions politiques ») dans lesquelles « quelque chose » se joue du « religieux » moderne ; soit on étend la notion de religion à tout ce qui, dans nos sociétés, touche à la question du sens et aux interrogations ultimes de l'homme sur la signification du monde dans lequel il vit, et on « noie » alors les phénomènes religieux dans la nébuleuse insaisissable des « systèmes de significations »...

L'objectif de cet ouvrage est de sortir de ce cercle. L'auteur s'attache à l'élucidation de la modalité particulière du croire qui caractérise en propre le phénomène religieux : la référence à « une mémoire autorisée », c'est-à-dire à une tradition.

DOSSIER

Quels défis et opportunités pour le religieux ?

Laurence FLACHON

Laurence Flachon ne parle pas du « retour du religieux » car, pour elle, le religieux n'a jamais disparu. Il était là où on ne voulait pas toujours le voir, dans des pratiques sociales censées lui être étrangères. Aujourd'hui, l'ultramodernité nous offre l'opportunité de réfléchir à la recomposition du rôle social du religieux, à sa place dans les débats sociaux et comme acteur dans l'espace public[1].

Qu'entend-on par « religion » ? Selon Wilfred C. Smith[2], on peut distinguer cinq acceptions du terme religion :

- la religion comme un ensemble de mythes et de rites enracinés dans une culture donnée ;
- la religion comme référence idéale et critère de vérité ;
- la religion comme réservoir de valeurs et pouvoir de légitimation ;
- la religion comme piété personnelle et engagement quotidien ;
- la religion comme réponse existentielle au sens de la vie et à l'énigme du monde.

Religion et politique ne peuvent pas réellement s'ignorer. Historiquement, leurs rapports se sont joués soit dans la confrontation, soit dans l'instrumentalisation, soit dans la séparation (Locke) mais qui n'équivaut pas à une indifférence absolue, soit dans la critique (Marx). Aujourd'hui, nous devons repenser le rôle social du religieux. Considérons la religion comme réservoir de valeurs et comme pouvoir de légitimation.

Énoncer du sens plutôt qu'imposer des normes

Si l'institution est en crise, cela ne signifie pas qu'il n'y ait plus de demande de sens tant de la part des individus que de la société. D'ailleurs, lorsqu'on interroge les Européens sur le thème « *Pensez-vous qu'il est normal que les Églises prennent la parole sur... ?* », le taux de réponses positives culmine sur des sujets où se trouvent en jeu une certaine vision de l'homme et de la société humaine (discrimination sociale, problèmes relatifs aux pays en voie de développement,…). Il est légitime, pour une majorité d'Européens aujourd'hui, que les Églises fassent entendre leur voix sur des questions qui touchent à la fois à la morale personnelle et au fait de société (euthanasie, écologie), ou sur des questions d'éthique sociale, même quand elles comportent un caractère plus technique (désarmement ou chômage). En revanche, le taux de réponses positives est très bas lorsqu'il s'agit de questions d'éthique personnelle (comme l'homosexualité ou l'infidélité conjugale). Cette différence de réponse peut sembler surprenante. Elle est pourtant, significative du type d'intervention demandé aux Églises aujourd'hui : on attend des Églises qu'elles soient préposées à l'énonciation du sens et non à l'imposition des normes.

On attend des Églises qu'elles soient préposées à l'énonciation du sens et non à l'imposition des normes

Prendre la parole pour la dignité de l'être humain

Le fait même, pour les Églises, de prendre position publiquement comporte un certain nombre de risques : le risque de l'erreur – surtout si nous ne nous sommes pas donnés les moyens d'être correctement informés –, le risque de la banalisation – intervenir sur tout et n'importe quoi, intervenir pour ne dire rien de différent des autres acteurs –, le risque de récupération ou bien encore la tentation du pouvoir. Une Église qui veut être Église au sens d'une communauté de croyants libres et responsables doit être consciente de ces risques mais ne doit pas en prendre prétexte pour se replier sur elle-même. Sa vocation est de vivre et de transmettre l'Évangile à qui elle assure une existence publique. Les Églises ne doivent pas oublier non plus leur rôle prophétique. Le prophète, dans l'Ancien Testament, était souvent celui qui disait son fait au pouvoir politique. Malheureusement, il était souvent lié à lui. Aujourd'hui, les Églises peuvent profiter de leur autonomie pour avoir une parole libre, à l'occasion de certains débats qui mettent en jeu la dignité de l'être hu-

main, et à côté d'autres membres de la société civile. Je pense à l'impossible indifférence devant les injustices, les libertés bafouées, l'exploitation outrancière des ressources naturelles et, bien sûr, tout ce qui déshumanise l'être humain – que ce soit des régimes totalitaires, des règlements administratifs absurdes, ou des situations de précarité absolue.

Face au pouvoir, la responsabilité des Églises n'est-elle pas de dénoncer toute sacralisation de la fonction politique ou de rappeler avec force à l'État qu'il ne peut s'en tenir à la seule gestion technocratique et utilitaire du politique ?

Comment, par exemple, l'État pourrait-il légiférer en matière d'euthanasie ou de clonage sans se référer à une réflexion de type anthropologique ou éthique ?

Les Églises, partenaires dans les débats

Pour le philosophe Jürgen Habermas, l'espace social devient espace public quand s'instaure le débat entre les différents partenaires qui le composent. Ces partenaires acquièrent, dans l'échange, une identité propre, une image publique et élaborent ensemble un langage commun, de nouveaux rapports, des projets. Aussi minoritaires soient-elles, les Églises font partie de cet espace social, elles sont des partenaires parmi d'autres. La question qui se pose est de déterminer si elles veulent contribuer à la « vitalité » de l'espace public, avec des partenaires qui constituent l'espace public tel qu'il est aujourd'hui. Cela est d'autant plus important dans le contexte de « l'ultramodernité » où les frontières entre sphère publique et sphère privée sont relativisées[3] et évolutives.

Comment, par exemple, l'État pourrait-il légiférer en matière d'euthanasie ou de clonage sans se référer à une réflexion de type anthropologique ou éthique ?

Quelques « atouts » du religieux pour nos sociétés actuelles

Les grandes religions se sont affrontées au sujet de la réflexion sur l'être humain, son origine et sa destinée. Elles apportent leur expérience, leurs réponses mais ne sont pas les seules. Elles existent parmi une pluralité, ne sont pas supérieures aux autres mais peuvent être précieuses. Dès lors, la liberté invite à faire des choix. Encore faut-il avoir les moyens de faire ces choix, et donc avoir accès à la pluralité des visions du monde et des propositions de sens !

En termes de transmission, le religieux, et particulièrement le christianisme, posent une distinction importante entre tradition et coutume. La coutume relève de la répétition, de l'habitude, elle ne dit rien de la signification. La tradition, elle, est relecture, elle doit s'incarner dans des personnes qui la font vivre et évoluer. Pour Félix Moser, nous vivons souvent aujourd'hui nos traditions sur le mode de la coutume. Or « *transmettre la tradition signifie intégrer dans sa vie une dimension large du temps, en l'insérant dans une histoire, et en se percevant comme inscrit dans une lignée. Cette conscience généalogique nous libère du poids illusoire de penser que l'on doit tout recommencer à zéro et d'imaginer que tout dépend de nous pour l'avenir.* »[4]

Bien que bousculées dans leurs habitudes et leur façon de transmettre, les religions sont invitées à prendre une place dans l'ultramodernité. Leur défi est aujourd'hui de contribuer, avec d'autres, aux débats sociaux, afin d'aider les individus à se situer comme acteurs dans l'espace public, en faisant appel à leurs ressources éthiques, critiques, existentielles, et prophétiques. Elles pourront ainsi constituer non des « identités-résistance » mais bien des « identités-projets » et des « identités légitimantes »[5].

Pour conclure, remarquons qu'on n'évacue pas facilement la question de la transcendance, même dans des démocraties qui n'ont aucun fondement religieux, même dans des sociétés pluralistes et sécularisées. Comme le dit Marcel Gauchet : « *Si par «transcendance» on entend un principe dynamique, une ouverture sur plus grand que soi, une place vide qui constitue une faille dans le corps social, l'empêchant ainsi de clore ou de boucler sur soi, aucune société ne peut se passer de cette transcendance qui empêche que toute réalisation sociale soit considérée comme dernière.*»

---

[1] Pour faciliter la lecture, cet article a été légèrement modifié par Bénédicte Quinet. Vous trouverez la version complète de cette analyse sur le site du Cefoc (www.cefoc.be).

[2] W C. Smith, *The meaning and end of religion*, Fortress Press, Minneapolis, 1991.

[3] J-P. Willaime, *op. cit.*

[4] F. Moser, *Qui ose se dire chrétien ?*, Les Éditions de l'Hèbe, Grolley, 2006.

[5] J-P Willaime, *op. cit*.

DOSSIER

Chemins de spiritualités

Marina MIRKES

La table ronde du dimanche après-midi du week-end sur les thèmes des « Religions et Spiritualités » a donné la parole à Michel Thirion, Fernand Brabant, Rachida Kabbouri, Safia et Myriam Graindorge. Cinq itinéraires de spiritualité qui donnent sens et alimentent les engagements. Histoires singulières, cheminements personnels de femmes et d'hommes qui construisent leur chemin de spiritualité dans la rencontre, la réflexion et l'action. Paroles récoltées ce jour-là par Marina Mirkès, collaboratrice régulière du Cefoc.

La démarche de spiritualité de *Michel* s'ancre dans une expérience vécue à 17 ans, à la lecture d'un poète sud-américain qui écrit avoir découvert la liberté en prison. Tout au long de son parcours, Michel a cherché à creuser le thème de la liberté. Il a fréquenté des milieux New Age, participé à des séminaires d'évolution personnelle tant en Belgique qu'au niveau international. Il y a une dizaine d'années, il rencontre une personne qui lui parle de l'Anthroposophie. Il se reconnaît dans cette approche de la spiritualité. « *Tout ce que l'homme vit, fait partie de l'expérience, du cheminement. Même si je ne suis pas d'accord avec des choses, comme l'OMC, le néo-libéralisme, cela fait partie de l'expérience de l'homme. C'est, à travers ces égarements, que l'homme continue à évoluer.* » Dans sa vie professionnelle, Michel a toujours allié un pôle technique, notamment dans le domaine du bâtiment, et un pôle d'accompagnement humain et relationnel, avec des personnes en difficultés. « *Les liens entre ma spiritualité et mon travail, ce sont les valeurs qui sont les miennes : la rencontre de l'autre, la recherche de compréhension* ».

Anthroposophie : mouvement fondé par Rudolf Steiner (1864-1924), c'est une voie spirituelle et une conception du monde. Elle cherche à développer en l'homme les forces nécessaires pour appréhender ce qui existerait au-delà des sens. L'anthroposophie n'est pas « sagesse de l'homme », mais « conscience de son humanité ».

Fernand est laïc. Il est né et a grandi dans un monde empreint de religion catholique : mère et grand-mère pratiquantes, inscrit à l'école communale, enfant de chœur, membre de la ligue du Sacré Cœur. Il poursuit sa scolarité dans le même univers. C'est à l'école normale qu'il prend distance de la religion … à partir du cours de religion lui-même. Il s'oriente alors vers la libre pensée pour finalement s'engager dans la laïcité. Pour lui, la chose la plus importante est de respecter les convictions d'autrui et particulièrement respecter les autres dans leur droit à la différence. Deux démarches caractérisent le laïque : ouverture d'esprit et esprit critique. En ce sens, la science est un outil important. Fernand insiste fortement pour que la problématique du sens ne soit pas chasse gardée des religions. « *Le laïque croit en l'homme. Croire en l'homme, c'est faire confiance en la nature humaine et cela n'a rien à voir avec croire en un dieu, aux anges et à l'infaillibilité du pape* ». Être laïque est un choix personnel qui implique une certaine discrétion.

Rachida est musulmane, née en Belgique, d'origine marocaine. L'axe principal de sa spiritualité est la quête du savoir par la rencontre

de personnes musulmanes et non musulmanes. Économiste de formation, elle travaille dans le secteur de l'interculturalité. Sa spiritualité rassemble tous les actes qui lui permettent de se rapprocher de Dieu. Elle fait partie intégrante de sa vie. Elle révèle son identité. A côté de la pratique de la prière, du jeûne le mois de ramadan et des activités qui rassemblent la communauté musulmane, Rachida participe à des conférences, des colloques, des séminaires en Belgique et à l'étranger pour améliorer ses connaissances et développer son esprit critique sur les textes de références. « *Ma spiritualité, c'est avancer dans le savoir ; c'est aborder des problèmes de la société et les problèmes que connaissent les musulmans dans le contexte d'un pays qui n'est pas musulman.* » C'est aussi faire la différence entre ce qui relève du religieux et ce qui ne l'est pas. Par exemple, un problème avec un enfant est un problème humain et non religieux. Quand la question est religieuse, les textes sont interrogés, interprétés. Rachida fréquente des endroits différents pour rencontrer des gens différents. L'important pour elle est d'aiguiser son esprit critique. Cette vision est présente au quotidien dans son travail. Sa spiritualité se traduit dans le fait d'être actrice dans la société où elle vit. *« Ma spiritualité est dans mon cœur. Elle se traduit par des actes. L'interculturalité est dans mon être et j'essaie de la vivre. Je ne suis pas là pour imposer ma manière de penser. Je ne représente pas les musulmans du monde mais une personne, une situation particulière. »*

Safia est musulmane et partage une même approche de la spiritualité. « *Ma spiritualité est personnelle. Je prends ce qui est bon de ma religion. J'essaie de dégager le meilleur, de donner ce qui est positif, de recevoir des autres même dans leurs différences. La citoyenneté est importante. L'environnement est fondamental. Le message de ma religion n'est pas un message d'agressivité ou de fermeture (je ne porte pas un voile qui ferme) mais un message d'ouverture. Le pas que j'ai fait aujourd'hui est d'aller vers les autres et voir ce qui dérange, et de voir ce qui impressionne, d'entendre les questions et d'y répondre, sans porter de jugement. J'accepte la différence dans tous les sens. Nous sommes dans l'évolution et l'évolution des sociétés, c'est l'acceptation de la différence.* » Safia milite pour que la différence soit reconnue, acceptée et particulièrement celle qui se marque dans la manière de s'habiller. Alors, elle interpelle, interroge, débat. Safia porte le voile et revendique que cette différence soit acceptée. « *Pourquoi est-ce que le fait de s'afficher différemment pose problème dans cette société censée devenir de plus en plus cosmopolite ?* ».

Myriam est née et a grandi dans une famille chrétienne. Très jeune, elle fait connaissance du Patro où elle deviendra animatrice. Son itinéraire est parsemé d'évènements, d'engagements qui la conduisent à réfléchir à ce que veut dire « être chrétienne » : des parents qui interrogent l'Église, un mariage avec un homme « sans formation chrétienne », leur participation à un groupe de foyer. *« Ces années m'ont fait prendre conscience de ma place dans l'Église. J'étais « de » l'Église ».* Myriam s'engage aussi à Vie féminine avec son analyse de société, la lutte pour l'égalité hommes-femmes. Il y a 8 ans, Vie féminine décide d'enlever le « C », c'est-à-dire sa référence à la tradition chrétienne. « *Il a encore fallu beaucoup réfléchir et se remettre en question. C'est une nouvelle évolution. C'est positif et cela permet une réflexion.* » A la même période, elle participe à un groupe de formation Cefoc et découvre de nouvelles techniques, de nouvelles façons d'aborder les Écritures. « *C'est intéressant et bousculant* » dira-t-elle. Sa spiritualité a changé au fur et à mesure de sa vie. Elle n'est pas figée. Myriam s'appuie sur le message de Jésus-Christ, qui bouscule la religion de son époque, qui parle de justice de paix, de pardon. « *Il nous éclaire, trace un chemin et donne des objectifs. Il veut libérer l'homme et parle de Dieu, Dieu amour pour tous. Nous sommes liés à tous les hommes. Croire en Dieu, c'est croire en chaque être humain, c'est croire que nous pouvons être les mains de Dieu, croire que l'amour vit, grandit dans l'humanité, si nous, nous construisons des solidarités* ». Sa spiritualité est construite même si elle est transmise. Elle l'a construite avec les autres dans le partage, la rencontre.

Cinq personnes. Cinq itinéraires qui rendent compte du cheminement particulier de spiritualité où le sens et l'agir se conjuguent et s'interpellent. Et pour vous, la spiritualité c'est quoi, c'est comment ? En communauté, dans la société ?

DOSSIER

Un week-end, 1000 chemins, des lectures

Désiré GREVISSE

Le week-end de formation organisé par le Cefoc, « Il était une foi dans l'Ouest », a été un véritable « remue méninges » pour Désiré Grévisse, un participant habitué des formations Cefoc. Il lui a ouvert les yeux davantage sur la multiplicité des formes de spiritualité. Ainsi, après le week-end, il s'est (re)plongé dans plusieurs bouquins évoquant des questions de spiritualité. Il en partage avec nous quelques extraits.

Durant le week-end, des témoignages très divers ont expliqué la genèse de chemins différents à la recherche de sens et les nombreux engagements sociaux qu'ils suscitent. C'est dans la continuité de ce temps fort que je me suis plongé dans un des derniers livres de Théodore Monod[1]. J'y ai (re)découvert les principes et les évènements qui ont éclairé son chemin de vie ainsi que sa conception du monde : le respect de la différence et du cheminement de chaque être. Ce scientifique érudit et humaniste de quatre-vingt-deux ans exprime sa vision très œcuménique, bâtie autour du message de paix, dans ces termes :

Le blason de T. Monod incarne l'idée que toutes les grandes religions du monde ont une racine commune, unique.

« Dans son principe, cette image qu'on a appelée mon blason [2], est destinée à souligner le fait que, pour moi, les grandes révélations religieuses sont très différentes par les fleurs mais se rattachent aux mêmes racines. Mon blason incarne l'idée que toutes les grandes religions du monde ont une racine commune, unique. Il représente des buissons avec des fleurs au bout des tiges qui donnent à voir les grandes familles de religion. Il y a le judaïsme, l'islam, il y a les religions de la Chine, l'hindouisme, en y incluant le bouddhisme, né en Inde, et puis au centre, il y a la croix du christianisme. Pourquoi le centre ? L'apprenti chrétien que je suis ne pouvait pas ne pas donner une certaine prééminence à la croix de Jésus-Christ. Mais c'est une croix un peu spéciale, vous en conviendrez, qui se termine par le signe des non-violents. Il y a trois inscriptions en latin sur ce blason. A gauche, il est écrit : « Sol lucet omnibus » : « le soleil luit pour tous » C'est devenu la devise de l'université de Dakar. En haut, on peut lire : «Flores multi, radix una », ce qui signifie : « des fleurs différentes, une racine unique ». Enfin, en bas à droite, on trouve un verset de l'Apocalypse : « Erat arbor vitae et folia sua ad sanitationem gentium » : « Il y avait un arbre de vie dont les feuilles servaient à la guérison des nations ». On voit se rejoindre ici les notions de cultures individuelles et d'unité, de l'unité atteinte non pas malgré la diversité mais grâce peut-être à la diversité. Les choses doivent être différentes pour s'unir. « Pour s'unir, il faut se savoir différent » disait Teilhard. »

Dans ce même ouvrage, il ajoute : « Je considère qu'il existe une montagne unique, que nous gravissons les uns et les autres par des sentiers, avec l'espoir de nous retrouver un jour au sommet, dans la lumière, au-dessus des nuages. »

D'un autre bouquin de Jean Sullivan, « Parole du passant », deux extraits me semblent en résonance avec le week-end.

« Au fond, il n'y a que les questions éternelles qui m'intéressent, mais j'ai commencé par vivre dans l'illusion comme la plupart des chrétiens. Un jour, je me suis aperçu que les questions éternelles se jouaient au niveau de la terre, dans l'expérience humaine, dans la chair, dans le souffle. Pour moi, tout a changé. »

« Le combat spirituel n'est pas contre le passé, mais contre le passé qui se veut présent. Ce qui fut dure toujours ; et cependant tout est commencement. Il n'est pas contre l'avenir, mais contre les idéologies qui risquent toujours de vouloir se faire prendre pour un absolu. »

---

[1] Théodore Monod est né à Rouen, en ce début du 20ème siècle, le 9 avril 1902, dans une famille de tradition protestante. Une famille de pasteurs, comme son père et son grand-père paternel : *« J'ai d'ailleurs derrière moi,* dira-t-il, *cinq générations de pasteurs en ligne directe »*.

[2] Théodore Monod, *Terre et Ciel, entretiens avec Sylvain Estibal*, Actes Sud, Babel, 1999

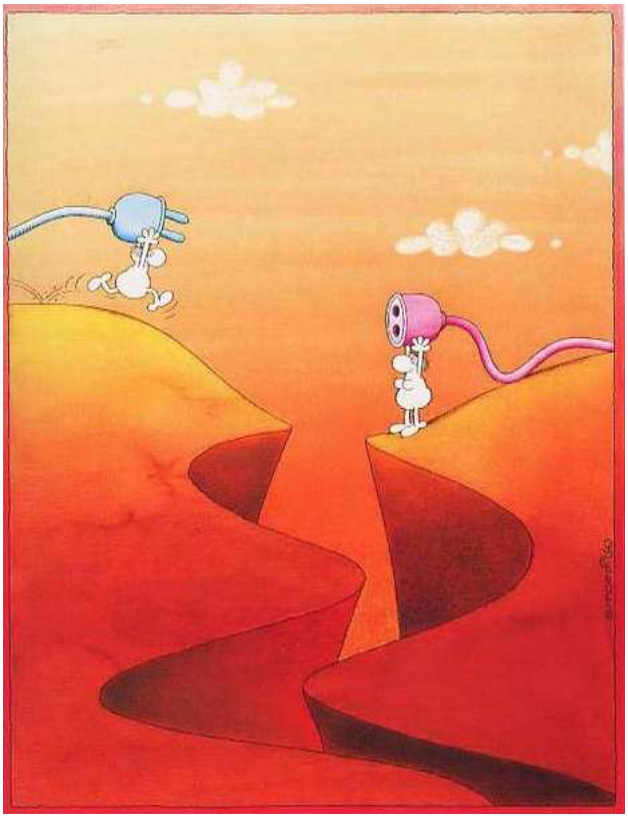
Le temps, une question de temps !

Bénédicte QUINET

En novembre dernier, un groupe Cefoc de Vielsalm organisait une journée de formation grand public sur le thème du temps. S'y sont retrouvés des anciens, des participants des deux groupes actuels de Vielsalm ainsi que des nouveaux qui allaient peut-être s'intéresser de plus près à l'idée de rejoindre un groupe de formation Cefoc.

Au petit matin déjà, au départ de Liège, le temps nous préoccupait : « Le ciel reste couvert sur la totalité du pays, avec risque de verglas ! Les températures… », disait Monsieur météo. Notre journée du 28 novembre ne commençait pas trop mal, le verglas des jours précédents n'était plus qu'une potentielle menace, il n'était plus omniprésent. Le temps était donc peut-être « avec nous » ! Nous l'espérions car après avoir passé trois réunions de préparation, avec le groupe, pour cette journée, il nous fallait quelques encouragements.

Pour aborder la thématique, le groupe avait imaginé interroger notre « plus l'temps de rien », si présent dans nos vies, notre société. Grâce aux nouvelles technologies, aux contraintes de rentabilité et de productivité, nous nous laissons emporter par cette obsession du temps qui dissout nos existences dans un zapping permanent. Comment renouer, dans le respect de la durée, un dialogue interactif entre le présent agissant, le passé comme expérience, l'avenir comme horizon de responsabilité ? C'était la première dimension de travail de la journée.



Et pourtant, la politique ne devrait-elle pas plutôt viser à « inventer des perspectives communes » ?

Mais avant toute chose, nous avons commencé par prendre le temps d'un café puis d'un conte, pour ensuite arriver au temps du carrefour pour se poser, s'exprimer, s'écouter, en un mot, s'approprier la question du temps conjuguée au passé, au présent et au futur ! Ensuite, il n'a pas été simple de mettre en perspective nos expériences partagées en carrefour sur cette articulation entre passé, présent et avenir, avec l'intervention de Jacques Lambotte, formateur du Cefoc et féru de philosophie. C'est pourtant avec talent que Jacques nous a expliqué, comment l'accent mis sur le seul passé, le seul présent ou le seul avenir, en politique notamment, pouvait complètement déséquilibrer nos existences et nos sociétés.

Ainsi, le présentéisme, le culte de l'immédiat, nous renvoie à une succession de petits instants sans lien. C'est ainsi qu'en économie, on privatise plutôt que de viser la sécurité sociale qui s'inscrit dans un temps long. On vend les bâtiments pour avoir les sous tout de suite. En Chine, avec Deng Xiaoping et son « Zuo mai mai » (« Faites des affaires (ou enrichissez-vous) »), l'encouragement vise à l'activisme. Basculer dans le cynisme n'est pas très loin : « Du moment que moi je m'en sors ! ». Et pourtant, la politique ne devrait-elle pas plutôt viser à « inventer des perspectives communes » ? Plutôt que « chacun à ses affaires » ! Le culte du passé se traduit dans le traditionalisme. En éducation ce serait le « retour au bon vieux temps » ! En politique, ce serait le recours à une référence forte, donneuse d'un sens dicté d'en haut. Le présent n'y aurait aucune consistance propre. Pour le culte du futur (« Demain, on rase gratis ! »), on a longtemps sacrifié le présent en vue de lendemains qui chantent ou d'un paradis éternel.

Pour terminer la journée, il nous restait à expliquer le projet futur du groupe de Vielsalm, espérant que les mordus de la journée nous rejoindraient. Et effectivement, depuis, cinq des nouveaux participants du jour ont rejoint un groupe Cefoc… Certains à Vielsalm, d'autres à Bastogne. En espérant qu'ils pourront y rester longtemps… le temps de construire collectivement un bout de chemin commun.

ECHOS

Quoi d'neuf en 2008 au Cefoc

Philippe PIERSON

Chaque année, le Cefoc organise un Week-end général qui consiste à associer tous les acteurs du Cefoc (participants aux groupes de formation, formateurs, permanents, membres de l'Assemblée générale) pour faire le point sur l'année de travail écoulée. 31 personnes ont répondu présent. Voici les principaux échos de ce WE qui s'est déroulé les 7 et 8 février derniers.

Un volume de groupes de formation stable

Le nombre de groupes de formation en 2008 (53) n'a pas augmenté depuis trois ans. Notons toutefois que, parmi ces groupes, seize ont été créés en cours d'année dont quatre groupes de longue durée (« à dossiers »). Cela signifie qu'il y a un bon renouvellement du public.

Plus précisément, on peut distinguer deux grands types de groupes :

- 19 groupes « longue durée » suivent une démarche en trois temps[1] ;
- 34 groupes travaillent par modules d'un an (renouvelables) de manières plus spécifiques :
- 14 groupes font de la recherche de sens de façon générale ;
- 20 groupes interrogent le sens en se confrontant à la Bible.

Parmi ces groupes, 10 sont aussi appelés « groupes aux frontières » car ils réunissent des personnes qui vivent des situations plus particulièrement difficiles et fragiles. Ils se développent grâce à des partenariats avec des associations ou structures telles une AMO à Ciney, Altéo (association pour l'intégration des personnes invalides et handicapées) à Libramont, la prison de Lantin ou la CSC pour un groupe avec des sans-papiers à Bruxelles. Au total, 616 participants ont été concernés par ces groupes de formation en 2008.

Des WE de formation et des journées régionales aux succès grandissants

Les quatre **week-ends de formation** ont touché 168 personnes.

28 personnes ont participé à une **session** de trois jours sur le thème *Sens, non sens, décence du travail.*

Les deux **journées régionales** à Tournai et à Vielsalm ont rassemblé 72 personnes. Ces journées attirent le plus souvent un public (interne et externe) que ne touchent pas les week-ends de formation. Elles permettent aussi au Cefoc d'avoir une visibilité plus régionale.

Encadrement des formateurs : une approche diversifiée

Le Cefoc a poursuivi son effort dans ce domaine selon trois axes : la formation individualisée des formateurs permanents en fonction de leurs besoins, la formation collective des permanents et l'accompagnement des formateurs permanents et volontaires.

En plus des habituelles formations de base et réunions des animateurs, plusieurs dispositifs plus spécifiques ont été mis en place :

- Un deuxième **« groupe de réflexivité »** qui offre un temps d'arrêt aux formateurs pour mettre des mots sur leurs pratiques afin de nourrir et soutenir celles-ci.
- La **formation sociologique** sur le thème « Former des sujets-acteurs en milieux populaires ».
- Une **formation « récits de vie et éducation permanente »**.

Trois thèmes de réflexion pour l'avenir

Une partie de la première journée a été consacrée à la mise en débat de trois thèmes pour alimenter la réflexion :

- Les publics de formation du Cefoc : « populaires » et « frontières »
- Le développement durable et l'économie
- Référence chrétienne, formation et institution Cefoc

Réseaux et formation : quid pour le Cefoc ?

Le dimanche, les participants ont travaillé à la thématique des réseaux. A l'heure actuelle, cette notion est utilisée abondamment, non seulement dans le monde des entreprises mais aussi dans celui des associations et de la formation. Nous avons donc voulu prendre le temps de mieux comprendre ce concept avec l'aide d'un sociologue[2] et à partir des points de vue de différents intervenants, collaborant de près ou de loin avec le Cefoc. Après échanges et débats, les participants ont conclu la journée en relevant différentes balises pour le Cefoc et en formulant différentes propositions et suggestions.

[1] La démarche des dossiers en trois temps : 1) « Vouloir vivre » ; 2) « Vivre ensemble » ; 3) « Sens et foi dans une société en débat ».

[2] Fathi Touzri est sociologue et responsable de projet à l'Interfédération des Organismes de formation et d'insertion de Wallonie-Bruxelles.

Économie, écologie : la vie ne sera pas simple !

Jacques LAMBOTTE

Si nos sociétés poursuivent leur « fonctionnement »[1] *actuel, nous allons droit dans le mur ! Nous en avertissent, des auteurs aussi différents que Maurice Bellet, théologien psychanalyste («* La seconde humanité *»), Jean-Pierre Dupuy, ingénieur et philosophe des sciences, («* Pour un catastrophisme éclairé *»), Hervé Kempf, journaliste scientifique («* Pour sauver la planète, sortez du capitalisme *») et Isabelle Stengers, chimiste, («* Au temps des catastrophes *») !*

Chacun sait l'ampleur du défi écologique à relever. Le développement économique actuel nécessiterait, s'il était étendu à toutes les populations, l'utilisation de… cinq planètes ! Or, nous n'en avons qu'une. L'humanité est bel et bien au prise avec les limites de la biosphère et elle doit choisir : la limite ou le chaos.

Mais la durabilité ne se conjugue pas qu'en termes écologiques ou économiques. Le « développement » actuel, pour lequel c'est « tout, tout de suite », rappelle un phénomène expliqué en psychiatrie : dans toutes les sociétés humaines, il faut se séparer de la mère. Le petit d'homme doit perdre la satisfaction totale d'auprès de la mère pour accéder à son propre désir. C'est là le rôle du père ou de qui en tient lieu. Cette « mission » de maturation est loin d'être facilitée dans une société qui promeut le tout et tout de suite. Car par là l'enfant se trouve justifié de résister au couteau paternel (Abraham et Isaac)… et de s'enfoncer dans une situation de dépendance, qu'il vivra paradoxalement pour de la liberté ! (Jean-Pierre Lebrun, « *Les désarrois nouveaux du sujet* »).

Socialement parlant, est-elle durable cette société où la part des salaires dans la valeur ajoutée est historiquement basse, à l'inverse d'une productivité qui ne cesse de s'améliorer ? Où ce découplage fait craindre une montée du ressentiment contre le capitalisme ? « *Ah !*, vont dire certains, *voilà le retour des vieux dinosaures gauchistes. Voilà la LCR (Ligue communiste révolutionnaire), la FGTB ou ATTAC qui montrent le bout du nez…* » Et bien, détrompez-vous, cette citation est de Alan Greespan, l'ancien directeur de la FED (Banque centrale des Etats-Unis) ! De même, de qui est cette affirmation : « *Je crois plus que jamais à la lutte des classes et je sais dans quel camp je suis* » ? ATTAC ? PSL (Parti socialiste des luttes) ? Parti Communiste ? Non, tout simplement de Denis Kessler, numéro deux du patronat français en 2002 ! Chez « ces gens-là », nulle crainte de parler de classes, d'ennemis, de batailles…

Est-elle durable une pratique politique qui risque de céder à l'autoritarisme et de criminaliser les mouvements sociaux ? En principe, les parlementaires belges sont pour l'instant occupés à évaluer les lois antiterroristes votées chez nous en 2003. Le capitalisme qui va devoir se restructurer (à moins qu'il ne périsse…) risque de ne pas hésiter à prendre une forme répressive vis-à-vis des libertés démocratiques. Certains défendeurs des libertés d'expression et d'association nous alertent. Ils craignent qu'un jour ne tombent sous le coup de cette loi, des moyens de luttes syndicales (occupation de lieux ou d'infrastructures publics, immobilisation de bus ou de trains…) et de résistances citoyennes proches de la désobéissance civile.

« *Faut-il se plaindre ? Non. Cette génération doit relever le plus grand défi qu'ait eu à connaître l'histoire humaine… C'est le début d'une nouvelle histoire. Tâche magnifique, impressionnante, incertaine. Votre vie ne sera pas simple. Mais elle sera dense.* »[2]

[1] Notons au passage l'étrangeté de ce petit mot : « fonctionnement ». Ce sont les machines qui fonctionnent et non pas les hommes ni leurs sociétés.

[2] Hervé KEMPF, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme,* Seuil, Paris, p. 9

Urgence, quand tu nous tiens !

Du temps de l'Église au temps virtuel, en passant par le temps des marchands, comment notre société est-elle devenue malade du temps avec toutes les conséquences qui en découlent : catastrophes, problèmes de santé, etc. ? Comment le culte de l'urgence - qui s'est décliné plus spécifiquement dans l'organisation des entreprises - crée-t-il des nouveaux types d'individus : flexibles, pressés, centrés sur l'immédiat, le court terme et l'instant ? Comment travailler dans l'urgence nous fait-il perdre de vue la vision à long terme ?

Cet outil, fruit de trois années de réflexion de l'Atelier « développement durable » du Cefoc et de plusieurs Week-ends de formation, est un essai pour aider à réfléchir sur le temps et à interroger les urgences. Nous espérons ainsi contribuer un tant soit peu à la réflexion collective et à la mise en oeuvre des alternatives à la façon de vivre le temps à partir et dans les groupes de formation, du Cefoc et d'ailleurs.

Prix public : 15 €

Prix Cefoc : 12,50 €

Publication à commander au secrétariat du Cefoc

L'éducation, un enjeu de société

Journée de réflexion du CEFOC,

le 28 mars 2009, à Bruxelles

Avec la participation de Bernard De Vos

délégué général aux Droits de l'Enfant

« Les parents n'ont plus d'autorité », « L'école ne joue plus son rôle ! », « Les jeunes ne respectent plus rien »... Nous entendons souvent des expressions de ce genre. Un discours défaitiste mais qui montre que le monde change, bouge. Les modèles d'éducation qui paraissaient évidents hier ont volé en éclat. Et dans une ville multiculturelle, les points de repère des uns et des autres sont très diversifiés. Que nous soyons parents, grands-parents, professionnels de l'éducation ou citoyens, nous nous posons la question : « comment faire pour bien faire ? » Comment préparer la jeune génération à construire la société de demain ?

La journée proposera une alternance entre travail en **ateliers**, **témoignages** et **exposé**.
Les ateliers reprendront les thèmes « L'éducation des tout-petits : quels enjeux ? », « Adolescence, quelle autorité développer ? », « Parentalité et politique : quelles interpellations ? », « Des groupes de parents solidaires », « L'éducation et l'école ».

Lieu : rue Pletinckx, 19 à 1000 Bruxelles (Metro Bourse ou Sainte-Catherine)
Horaire : de 9h30 à 16h30
Animation enfants : des ateliers par âge sont prévus pour les enfants de 3 à 15 ans
PAF : 5 € comprenant un sandwich à midi (boissons disponibles sur place)